

## **Protocole relatif au traitement des demandes de CARTE MOBILITE INCLUSION**

**Entre**

**LA COLLECTIVITE DE CORSE**

Représentée par Gilles SIMEONI, en sa qualité de Président du Conseil Exécutif

Ci-après « Collectivité de Corse » et, le cas échéant, « le Service PA/PH »

**Et**

**LA MAISON DES PERSONNES HANDICAPEES DE LA COLLECTIVITE DE CORSE** Représentée par Lauda GUIDICELLI, en sa qualité de Présidente déléguée du Groupement d'Intérêt Public de la Maison des personnes handicapées de la Collectivité de Corse (MDPHCC)

Ci-après « le Service Instructeur PH / CMI »

# SOMMAIRE

## Préambule

### Contexte et objectifs de la CMI

## Glossaire

Article 1 : Objet du protocole

Article 2 : Durée du protocole

Article 3 : Modalités d'intervention de la MDPHCC et de la Collectivité de Corse

3.1 : Instruction des demandes pour les usagers de la MDPHCC

3.2 : Instruction des demandes pour les bénéficiaires de l'APA en GIR 1 et 2

3.3 : Instruction des demandes pour les autres demandeurs et bénéficiaires de l'APA

Article 4 : Financement des CMI

Article 5 : Relations avec l'Imprimerie Nationale à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2017

5.1 : Commande d'un duplicata ou d'un second exemplaire de la CMI

5.2 : Fonctionnalités supplémentaires intégrées au Portail Organismes

Article 6 : Traitement de données à caractère personnel

Article 7 : Traitement des recours

7.1 : Recours gracieux

7.2 : Recours contentieux

## PREAMBULE

### Contexte et objectifs de la CMI :

L'article 107 de la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 *pour une République numérique* a institué la carte mobilité inclusion (CMI)<sup>1</sup>, annoncée lors de la Conférence nationale du handicap de décembre 2014 et confirmée lors de la Conférence nationale du handicap du 19 mai 2016. La CMI se substitue à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 aux cartes de stationnement, d'invalidité et de priorité délivrées aux personnes handicapées.

La loi a toutefois prévu une période transitoire jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2017 afin de permettre, d'une part, l'organisation au niveau local des nouveaux circuits d'instruction, de délivrance et de fabrication de la CMI, d'autre part, l'adaptation, avec l'appui de la CNSA, des systèmes d'information des Collectivités et des MDPH en vue notamment de garantir une transmission complète et sécurisée des données nécessaires à la fabrication de la CMI par l'Imprimerie Nationale.

La CMI reprend les droits attachés aux trois cartes auxquelles elle se substitue. Elle peut donc comporter trois mentions : « invalidité », « priorité » et « stationnement » et deux sous-mentions (« besoin d'accompagnement » et « besoin d'accompagnement - cécité ») possibles en ce qui concerne la CMI invalidité. Pour le cas où deux mentions sont attribuées (mentions « stationnement » et « invalidité » ou mentions « stationnement » et « priorité »), deux titres sont délivrés : l'un demeurant dans le véhicule du Bénéficiaire (mention « stationnement ») et l'autre suivant son Bénéficiaire (mentions « invalidité » ou « priorité »).

L'autorité qui délivre la CMI aux personnes physiques est le Président du Conseil exécutif de Corse. Le représentant de l'Etat dans la Collectivité de Corse délivre la CMI, mention « stationnement », aux organismes qui assurent le transport collectif de personnes handicapées.

Les objectifs visés par la création de la CMI sont les suivants :

- Renforcer le rôle des équipes médico-sociales APA visant à simplifier les démarches des usagers
- Simplifier et industrialiser les processus de production des cartes afin de raccourcir les délais de fabrication des cartes et d'améliorer la qualité du service rendu à l'utilisateur. L'Imprimerie Nationale assure l'ensemble du circuit de gestion et notamment la gestion de la photo des bénéficiaires, qui était une source de difficultés pour les MDPH.
- Rationaliser et diminuer les coûts de fabrication des cartes. Les négociations engagées au niveau national ont en effet permis la détermination d'un tarif basé sur un volume annuel de cartes estimé au niveau national à 890 000 cartes<sup>2</sup>.
- Sécuriser et moderniser les processus de production des cartes et des titres eux-mêmes. Pour assurer la sécurisation du titre et des processus de fabrication, l'Imprimerie Nationale est seule habilitée à fabriquer la CMI.

---

<sup>1</sup> Nouvel article L. 241-3 du Code de l'action sociale et des familles.

<sup>2</sup> Donnée issue de l'enquête CNSA relative au volume de cartes de stationnement, d'invalidité et de priorité – Données 2014.

## GLOSSAIRE

Autorité de Délivrance	Désigne l'autorité publique ayant compétence pour délivrer la CMI en application des dispositions juridiques en vigueur. A la date de signature de la convention locale avec l'Imprimerie nationale, la CMI est délivrée aux personnes physiques par le Président du Conseil exécutif de Corse.
Service Instructeur	Désigne le service chargé de procéder à l'instruction des demandes de CMI et de proposer à l'Autorité de Délivrance de les accepter ou de les refuser. A la date de la signature de la convention locale avec l'Imprimerie nationale, les Services Instructeurs sont la MDPH et/ou l'équipe médico-sociale APA de la Collectivité de Corse.
MDPHCC	Maison des personnes handicapées de la Collectivité de Corse
Convention locale	Désigne le contrat conclu entre l'Autorité de Délivrance, le Service Instructeur et l'Imprimerie Nationale, contrat portant sur la réalisation des CMI relevant de la compétence de ladite Autorité de Délivrance et la gestion de leur cycle de vie.
CMI	Carte mobilité inclusion : carte remplaçant à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2017 les cartes d'invalidité, de priorité et de stationnement.
Titre	Support matériel sécurisé remis au Bénéficiaire permettant de justifier des droits lui ayant été ouverts au titre de la CMI. Si un droit est accordé, un seul Titre est adressé au Bénéficiaire. Si deux droits sont accordés (« invalidité » et « stationnement » ou « priorité » et « stationnement »), deux Titres sont adressés au Bénéficiaire.
Portail Organismes	Désigne le site, accessible par internet et/ou intranet, opéré par l'Imprimerie Nationale et qui servira d'interface entre celle-ci et les Services Instructeurs et Autorités de Délivrance pour notamment l'ensemble des opérations liées à la réalisation des CMI et à la gestion de leur cycle de vie.
Portail Bénéficiaires	Portail d'interface accessible par internet et opéré par l'Imprimerie Nationale permettant au Bénéficiaire de suivre l'avancée du traitement de la fabrication de sa CMI.
Bénéficiaire	Désigne la personne physique titulaire de la CMI ou son représentant légal, le cas échéant.
Commande	Procédé qui déclenche l'ordre de fabrication du ou des titres relatifs à la CMI après réception, par l'Imprimerie Nationale, de l'ensemble des données nécessaires à l'initialisation du processus de réalisation.
Duplicata	Nouvel exemplaire du titre fabriqué par l'Imprimerie Nationale suite à une perte, une destruction ou un vol et reprenant les mêmes droits et la même durée que le Titre qu'il remplace. Après délivrance d'un duplicata le Titre qu'il remplace sera révoqué et invalidé dans la base de données de l'Imprimerie Nationale.
Comité de pilotage national	Instance prévue dans le cadre du déploiement de la CMI et dont la composition et les fonctions sont définies dans la Convention nationale portant sur la CMI.
PND	Pli non distribué par les services postaux.
SVI	Service vocal interactif permettant à l'utilisateur ou son représentant légal de suivre l'avancement de fabrication de sa carte.

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment son article L.241-3 ;

Vu la loi n° 93-1419 du 31 décembre 1993 *relative à l'Imprimerie Nationale* ;

Vu la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 *pour une République numérique* et notamment son article 107 ;

Vu le décret n°2005 -1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Vu la convention nationale relative à la CMI ;

Vu la délibération n° 2018- .....de l'Assemblée de Corse du .....2018 approuvant le présent protocole et autorisant le Président du conseil Exécutif à le signer ;

Vu la délibération n° 2018-13 du de la Commission exécutive de la MDPHCC du 5 juin 2018 approuvant le présent protocole et autorisant la Présidente déléguée à le signer ;

*Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :*

## **Article 1. OBJET**

Le présent protocole a pour objet de définir les relations entre la Collectivité de Corse et la MDPHCC pour l'instruction des demandes de cartes mobilité inclusion, la notification des décisions aux bénéficiaires, la commande et le paiement des cartes à l'Imprimerie nationale et le suivi de leur fabrication, pour les usagers de la MDPHCC et les demandeurs et bénéficiaires de l'APA sollicitant l'attribution de la CMI.

## **Article 2. DUREE**

Le protocole est conclu pour une durée de 10 ans et peut être révisé à tout moment à la demande d'une des parties.

## **Article 3. Modalités d'intervention de la MDPHCC et de la Collectivité de Corse**

*La MDPH assure la gestion de l'instruction, la prise de décision et l'émission des CMI.*

### **3.1 : Instruction des demandes pour les usagers de la MDPHCC**

#### **Scénario 1.1**

Le traitement des demandes de Carte Mobilité Inclusion est entièrement assuré par la MDPHCC, sur chacun de ses sites d'Ajaccio et Bastia :

- Instruction de la demande
- Evaluation réalisée par l'équipe pluridisciplinaire de la MDPHCC
- Avis de la CDAPH
- Formalisation de la décision
- Envoi des notifications d'accord et de refus aux usagers
- Envoi du flux de commande à l'Imprimerie nationale
- Gestion des incidents (flux de commande, appel photo, plis non distribués).

Le système d'information de la MDPHCC retrace la date de l'avis de la CDAPH et la date de décision du PCD. La MDPHCC assure la notification pour le compte de la Collectivité de Corse à partir des

données ressources définies en annexe 1. La MDPHCC assure la relation avec l'utilisateur pour l'ensemble des formalités nécessaires à l'obtention de la CMI.

Ces opérations sont réalisées sur les deux sites d'Ajaccio et Bastia de la MDPHCC.

### **3.2 : Instruction des demandes pour les bénéficiaires de l'APA en GIR 1 et 2**

#### **Scénario 2.1**

La MDPHCC assure l'ensemble des opérations nécessaires à la prise de décision, à sa communication à l'utilisateur, et à l'obtention de la CMI pour les bénéficiaires de l'APA en GIR 1 et 2 ayant demandé la CMI :

- Instruction de la demande
- Formalisation de la décision ;
- Envoi des notifications d'accord aux usagers ;
- Envoi du flux de commande à l'Imprimerie nationale ;
- Gestion des incidents (flux de commande, appel photo, plis non distribués).

La MDPHCC assure la relation avec l'utilisateur pour l'ensemble des formalités nécessaires à l'obtention de la CMI.

Les services de la Collectivité de Corse transmettent à la MDPHCC, pour chaque bénéficiaire de l'APA GIR 1 et 2 ayant fait une demande de CMI :

- la décision d'attribution APA
- une pièce d'identité
- un Justificatif de domicile

### **3.3 : Instruction des demandes pour les demandeurs et bénéficiaires de l'APA en GIR 3 à 6**

#### **Scénario 3.1**

La MDPHCC assure l'ensemble des opérations nécessaires à la prise de décision, à sa communication à l'utilisateur, et à l'obtention de la CMI pour les autres demandeurs et bénéficiaires de l'APA :

- Instruction de la demande
- Formalisation de la décision ;
- Envoi des notifications d'accord aux usagers ;
- Envoi du flux de commande à l'Imprimerie nationale ;
- Gestion des incidents (flux de commande, appel photo, plis non distribués).

La MDPHCC assure la relation avec l'utilisateur pour l'ensemble des formalités nécessaires à l'obtention de la CMI.

Le demandeur et le bénéficiaire de l'APA peut solliciter la carte mobilité inclusion ou son renouvellement :

- Soit auprès de la MDPHCC, au moyen du formulaire de demande conforme au modèle figurant à l'annexe 2-9 du code de l'action sociale et des familles
- Soit auprès de la Collectivité de Corse, si la demande est jointe à une demande d'APA, au moyen du formulaire conforme au modèle de l'annexe 2-3 du code de l'action sociale et des familles.

Dans cette hypothèse :

- les services de la Collectivité de Corse transmettent la demande à la MDPHCC qui prend l'attache du demandeur afin d'instruire la demande.

Pour tout demandeur de la CMI âgé de 60 ans et plus ne souhaitant pas solliciter l'APA, la demande devra être formulée auprès de la MDPHCC.

#### **Article 4. Financement des CMI**

Le financement de l'ensemble des CMI est assuré par la MDPHCC. L'imprimerie nationale adresse les factures à la MDPHCC.

#### **Article 5. Relations avec l'Imprimerie Nationale à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2018**

##### 5.1 Notification des décisions relatives à la CMI par l'Imprimerie Nationale

La MDPHCC selon les scénarii décrits ci-dessus est chargée de notifier la décision de CMI à l'utilisateur ou son représentant légal ;

##### 5.2 Fonctionnalités supplémentaires intégrées au Portail Organismes

Outre les fonctionnalités décrites à l'article 5, le Portail Organisme permettra à la MDPHCC, la réédition de l'appel photo initialement émis par l'Imprimerie Nationale, le télé versement des photos des usagers et le changement d'adresse des Bénéficiaires. Il permettra par ailleurs le suivi du traitement des demandes de duplicata du Titre CMI et de second exemplaire du titre CMI « stationnement » effectuées par les Bénéficiaires.

#### **Article 6. TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

**6.1.** Les « données à caractère personnel » sont définies comme « toute information permettant directement ou indirectement d'identifier une personne physique telle que ce terme est défini par la réglementation française actuelle et à venir relative à la protection des données à caractère personnel ».

**6.2.** Chacune des parties a la qualité de responsable du traitement au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée subséquemment pour le traitement de données à caractère personnel qu'elle met en œuvre en application notamment du décret n°2005 -1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

En tant que de besoin, les parties s'engagent, au regard de leurs propres fichiers contenant des données à caractère personnel, à (a) effectuer les formalités requises auprès de la ou des autorités compétentes, (b) informer de leurs droits les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées et obtenir leur consentement lorsque nécessaire, et (c) prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel afin d'empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Dans le cadre de l'application de l'article « 5.1. Traitement des demandes de fabrication de CMI » des présentes, et plus généralement pour chaque transmission de données à caractère personnel, l'Autorité de Délivrance et le Service Instructeur sont responsables de la précision, de la qualité, de l'intégrité, de la légalité, de la fiabilité et de la pertinence des données à caractère personnel transmises à l'Imprimerie Nationale.

**L'Autorité de Délivrance et le Service Instructeur** traitent, dans les plus brefs délais et de manière appropriée, toutes demandes de renseignements émanant de l'Imprimerie Nationale relatives aux données à caractère personnel transmises.

Si l'**Autorité de Délivrance et le Service Instructeur** devaient être dans l'incapacité de se conformer à ce qui précède pour quelque raison que ce soit, ils doivent en informer l'Imprimerie Nationale dans les plus brefs délais.

**6.3.** Il est convenu que tout traitement de données à caractère personnel mis en œuvre par l'Imprimerie Nationale afin de procéder aux notifications mentionnées aux articles 5.1.2 et 6.1.2 des présentes est mis en œuvre par l'Imprimerie Nationale au nom, **pour le compte et sur instructions de l'Autorité de Délivrance.**

Conformément à la réglementation française applicable à la protection des données à caractère personnel, l'Imprimerie Nationale, en sa qualité de sous-traitant, s'engage à :

- n'agir que sur instructions de l'Autorité de Délivrance ;
- ne traiter les données à caractère personnel que dans la mesure strictement nécessaire à l'application des articles 5.1.2 et 6.1.2 des présentes et en conformité avec les lois et réglementations applicables ;
- assurer la confidentialité des données à caractère personnel ;
- prendre toute mesure technique, physique, logique et organisationnelle nécessaire pour préserver la sécurité des données à caractère personnel, et, notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès ;
- traiter, dans les plus brefs délais et de manière appropriée, toutes demandes de renseignements émanant de l'Autorité de Délivrance relatives au traitement effectué pour son compte et sur ses instructions.

**6.4.** En tout état de cause, chacune des parties collaborera, sur simple demande de l'une d'elles, afin que l'une quelconque d'entre elles soit en mesure de répondre aux demandes d'accès et de rectification des données à caractère personnel émanant d'une personne concernée et/ou de répondre à toute demande, quelle que soit sa forme, d'une autorité régulatrice, notamment en cas de contrôle.

**6.5** *Les traitements mis en place par la Collectivité de Corse pour l'instruction des demandes de CMI, ainsi que les échanges de données mis en place entre la Collectivité de Corse et la MDPH dans ce cadre, doivent faire l'objet d'une déclaration simple auprès de la CNIL.*

## **Article 7. Traitement des recours**

### **7.1. Les recours gracieux**

L'ensemble des décisions relatives à la CMI peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité ayant pris la décision, soit auprès de la Présidente déléguée de la MDPHCC. Néanmoins, la demande de recours gracieux sera envoyée au service instructeur initial pour traitement.

### **7.2 Les recours contentieux**

Les décisions relatives à la CMI invalidité et priorité peuvent faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal du Contentieux de l'incapacité du ressort de la Collectivité de Corse. La loi de modernisation de la justice du 21<sup>ème</sup> siècle, adoptée le 24 mai dernier par l'Assemblée Nationale, prévoit la suppression des tribunaux du contentieux de l'incapacité (TCI). Le contentieux technique relèvera de la compétence des tribunaux de grande instance. Ces dispositions entreront en vigueur à une date fixée par décret et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Quant aux décisions relatives à la CMI stationnement, elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif du ressort de la Collectivité de Corse.

Pour l'ensemble des demandes de recours contentieux CMI, la demande sera instruite par la MDPHCC.



SIGNATURE DE LA COLLECTIVITE DE CORSE :

Prénom – Nom : Gilles SIMEONI

Fonctions : Président du Conseil Exécutif

Date :

Signature :

SIGNATURE DE LA MDPHCC:

Prénom – Nom : Lauda GUIDICELLI

Fonctions : Présidente déléguée du GIP-MDPHCC

Date :

Signature :

## Annexe 1 : désignation des interlocuteurs

Chacune des parties notifie par écrit aux autres parties les interlocuteurs qu'elle désigne :

	MDPHCC	Collectivité de Corse
pour l'habilitation des utilisateurs du portail IN ;	Jérémy BAILLEUL	Sans objet
pour l'envoi des flux de commandes ;	Aline MANCINI Ghislaine BATTESTINI	Sans objet
pour la notification des décisions	Les instructeurs du service PH de la MDPHCC	Les instructeurs du service PA/PH
pour la relation contractuelle avec l'Imprimerie nationale	Direction de la MDPHCC	Direction de l'autonomie
pour la gestion des retours commande et des PND	Aline MANCINI Ghislaine BATTESTINI	Sans objet

Ainsi que les éléments de l'article 6.1 du mémoire technique :

### 6.1 MISE A DISPOSITION DES DONNEES RESSOURCES

*Pour permettre la création du Compte Organisme, chaque organisme fournira l'ensemble de ses données ressources et nécessaire au traitement des demandes de CMI lors de la signature de la convention locale avec l'Imprimerie nationale. Ces données ressources concernent notamment :*

- *L'identification, et coordonnées de l'Organisme, ainsi que son Logo ;*
- *L'adresse de l'Organisme (permettant la gestion des PND) ;*
- *l'identification, le logo, et la signature scannée de l'Autorité de Délivrance qui sera reportée sur le recto du titre lors de la personnalisation des Titres CMI (Stationnement, Priorité, Invalidité), ainsi que sur les notifications ;*
- *L'identification du signataire des courriers d'appel Photo ;*
- *L'identification des 2 personnes référentes permettant l'ouverture des droits sur le Portail Organisme,*

*En cas de modification des données ressources, celles-ci devront être transmises soit via le Portail Organisme par le Référent, soit directement à l'Imprimerie Nationale en fonction du type de données.*